

	Traitements.	Indemnités de fonctions.
a) Départements, collèges classiques et modernes, écoles techniques et de métiers:		
1 ^{re} classe.....	42.000 fr.	5.000 fr.
2 ^e classe.....	33.000	3.500
3 ^e classe.....	31.000	3.000
4 ^e classe.....	30.000	3.000
5 ^e classe.....	27.000	2.000
6 ^e classe.....	24.000	2.000
Moniteurs chefs d'éducation physique et sportive:		
a) Centre national, Seine et Seine-et-Oise:		
Hors classe.....	42.000 fr.	5.000 fr.
1 ^{re} classe.....	33.000	3.500
2 ^e classe.....	31.000	3.000
3 ^e classe.....	30.000	3.000
4 ^e classe.....	27.000	2.000
5 ^e classe.....	24.000	2.000
b) Départements:		
Hors classe.....	35.000 fr.	3.500 fr.
1 ^{re} classe.....	31.600	3.000
2 ^e classe.....	29.200	3.000
3 ^e classe.....	24.500	2.000
4 ^e classe.....	21.100	2.000
5 ^e classe.....	18.000	2.000
Moniteurs d'éducation physique et sportive:		
a) Centre national, Seine et Seine-et-Oise:		
Hors classe.....	30.000 fr.	2.100 fr.
1 ^{re} classe.....	27.200	2.100
2 ^e classe.....	21.100	2.100
3 ^e classe.....	21.600	2.100
4 ^e classe.....	13.800	2.100
5 ^e classe.....	16.000	2.100
b) Départements:		
Hors classe.....	28.000 fr.	2.100 fr.
1 ^{re} classe.....	25.200	2.100
2 ^e classe.....	22.100	2.100
3 ^e classe.....	19.600	2.100
4 ^e classe.....	16.500	2.100
5 ^e classe.....	14.000	2.100
Economes de Seine et Seine-et-Oise:		
1 ^{re} classe.....	56.000 fr.	7.000 fr.
2 ^e classe.....	51.600	7.000
3 ^e classe.....	47.200	5.500
4 ^e classe.....	42.800	5.000
5 ^e classe.....	38.400	2.500
6 ^e classe.....	31.600	3.000
Secrétaire administratif du centre national:		
1 ^{re} classe.....	42.000 fr.	
2 ^e classe.....	37.600	
3 ^e classe.....	33.200	
4 ^e classe.....	28.800	
5 ^e classe.....	24.400	
6 ^e classe.....	20.000	
Secrétaires:		
1 ^{re} classe.....	32.000 fr.	
2 ^e classe.....	28.800	
3 ^e classe.....	25.600	
4 ^e classe.....	22.400	
5 ^e classe.....	19.200	
6 ^e classe.....	16.000	
Economes des départements:		
1 ^{re} classe.....	45.000 fr.	5.000 fr.
2 ^e classe.....	40.000	5.000
3 ^e classe.....	35.000	3.500
4 ^e classe.....	30.000	3.000
5 ^e classe.....	27.000	2.000
6 ^e classe.....	22.000	2.000

Les économes rangés dans la 6^e classe de l'échelle 15 a conserveront le traitement de 6^e classe de l'échelle 14 a.

	Traitements.	Indemnités de fonctions.
Sous-économes (Seine et Seine-et-Oise):		
1 ^{re} classe.....	42.000 fr.	5.000 fr.
2 ^e classe.....	38.000	3.500
3 ^e classe.....	31.000	3.000
4 ^e classe.....	30.000	3.000
5 ^e classe.....	27.000	2.000
6 ^e classe.....	24.000	2.000
Sous-économes (autres départements) adjoints d'économat (premier ordre, Seine et Seine-et-Oise):		
1 ^{re} classe.....	40.000 fr.	4.000 fr.
2 ^e classe.....	37.000	3.000
3 ^e classe.....	31.000	3.000
4 ^e classe.....	30.000	2.000
5 ^e classe.....	26.000	2.000
6 ^e classe.....	22.000	2.000
Adjoints d'économat (premier ordre, autres départements):		
1 ^{re} classe.....	32.000 fr.	3.000 fr.
2 ^e classe.....	30.000	3.000
3 ^e classe.....	28.000	2.000
4 ^e classe.....	21.000	2.000
5 ^e classe.....	20.000	2.000
6 ^e classe.....	16.000	2.000
Adjoints d'économat (deuxième ordre, Seine et Seine-et-Oise):		
1 ^{re} classe.....	28.000 fr.	2.000 fr.
2 ^e classe.....	25.200	2.000
3 ^e classe.....	22.400	2.000
4 ^e classe.....	19.600	2.000
5 ^e classe.....	16.800	2.000
6 ^e classe.....	14.000	2.000
Adjoints d'économat (deuxième ordre, autres départements):		
1 ^{re} classe.....	26.000 fr.	2.000 fr.
2 ^e classe.....	23.600	2.000
3 ^e classe.....	21.200	2.000
4 ^e classe.....	18.800	2.000
5 ^e classe.....	16.400	2.000
6 ^e classe.....	14.000	2.000

Art. 3. — Les nouveaux traitements fixés par le présent décret sont exclusifs de toute gratification; aucune indemnité ou avantage accessoire, de quelque nature que ce soit, ne peut être accordé aux fonctionnaires énumérés ci-dessus que dans les conditions et limites fixées par un arrêté revêtu de la signature du ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances et publié au *Journal officiel*.

Art. 4. — Les nouveaux traitements sont attribués aux agents suivant leurs classes respectives.

L'attribution des nouveaux traitements ne sera pas considérée comme un avancement. L'ancienneté des fonctionnaires dans leur classe ou échelon comptera du jour de leur dernière promotion.

Art. 5. — Sous réserve des mesures spéciales qu'entraîne l'application des lois relatives aux bonifications d'ancienneté pour service militaire, la répartition des fonctionnaires entre les différentes classes ou échelons doit être telle que la dépense totale, pour l'ensemble des fonctionnaires, ne dépasse pas celle qui résulterait de l'application du traitement moyen.

Art. 6. — Le ministre secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et dont les dispositions auront effet à compter du 1^{er} juillet 1943.

Fait à Vichy, le 3 février 1944.

PIERRE LAVAL.

Par le chef du Gouvernement:

Le ministre secrétaire d'Etat à l'éducation nationale,
ABEL BONNARD.

Le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances,
PIERRE CATHALA.

Décret n° 215 du 3 février 1944 portant classification des médecins des centres d'éducation générale et sportive dans les échelles prévues par la loi du 3 août 1943.

Le chef du Gouvernement,

Vu l'acte constitutionnel n° 12;

Vu la loi du 21 mars 1911 portant création des centres d'éducation générale et sportive;

Vu le décret du 15 avril 1912 fixant les traitements des médecins des centres d'éducation générale et sportive;

Vu la loi du 3 août 1913 relative à la classification générale des traitements des fonctionnaires civils de l'Etat;

Vu l'article 3 de la loi n° 3982 du 11 septembre 1911;

Vu la loi du 1^{er} décembre 1911;

Vu l'avis du jury de classement,

Décète:

Art. 1^{er}. — Les médecins des centres d'éducation générale et sportive sont, pour l'application de l'article 1^{er} de la loi du 3 août 1913 relative à la classification générale des traitements des fonctionnaires civils de l'Etat, classés dans les échelles suivantes:

Emplois.	Echelles.
Medecins du centre national.....	22
Medecins régionaux et medecins adjoints.....	18 b
Art. 2. — Les traitements et les classes que comportent les divers emplois visés à l'article 1^{er} ci-dessus sont fixés ainsi qu'il suit:	
Medecins du centre national:	
Hors classe.....	75.000 fr.
1 ^{re} classe.....	69.000
2 ^e classe.....	62.000
3 ^e classe.....	55.000
Medecins régionaux:	
Hors classe.....	66.000 fr.
1 ^{re} classe.....	51.000
2 ^e classe.....	46.000
Medecins adjoints:	
Hors classe.....	43.000 fr.
1 ^{re} classe.....	40.000
2 ^e classe.....	37.000
3 ^e classe.....	31.000

Art. 3. — Les nouveaux traitements fixés par le présent décret sont exclusifs de toute gratification. Aucune indemnité ou avantage accessoire, de quelque nature que ce soit, ne peut être accordé aux fonctionnaires énumérés ci-dessus que dans les conditions et limites fixées par un arrêté revêtu de la signature du ministre, secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances et publié au *Journal officiel*.

Art. 4. — Les nouveaux traitements sont attribués aux agents suivant leurs classes respectives.

L'attribution des nouveaux traitements ne sera pas considérée comme un avancement et l'ancienneté des fonctionnaires dans leur classe ou échelon comptera du jour de leur dernière promotion.

Art. 5. — Sous réserve des mesures spéciales qu'entraîne l'application des lois relatives aux bonifications d'ancienneté pour services militaires, la répartition des fonctionnaires entre les différentes classes ou échelons doit être telle que la dépense totale, pour l'ensemble du personnel, ne dépasse pas celle qui résulterait de l'application du traitement moyen.

Art. 6. — Le ministre secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*. Les dispositions auront effet à compter du 1^{er} juillet 1943.

Fait à Vichy, le 3 février 1944.

PIERRE LAVAL.

Par le chef du Gouvernement:

Le ministre secrétaire d'Etat à l'éducation nationale,
ABEL BONNARD.

Le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances,
PIERRE CATHALA.